



**Arrêté n°146-A-VRD-2022
portant déclaration d'alignement**

AVENUE DE LA PLAGE

Le Maire de la Commune de LA TRANCHE SUR MER,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière et notamment les articles L. 112.1 et suivants et R. 121.1 et suivants

Vu les articles L. 126.1 et R. 126.1 du Code de l'urbanisme

Vu l'arrêté du Maire en date du 2 juin 2020, portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Jacques GAUTIER, 1er adjoint délégué à l'urbanisme ;

Vu la demande en date du 09/02/2022 par laquelle Maître Aurélien MAINGUENAUD demeurant 6 RUE RAYMOND POINCARE - BP 276 85007 LA ROCHE SUR YON représentée par Madame Lucie BENAÏTIER pour le compte de la SARL VIOLETTE ET MOI demande l'alignement de la propriété sise 30 bis AVENUE DE LA PLAGE 85360 LA TRANCHE SUR MER, cadastrée section AK n°573, située en limite du domaine public 30 bis AVENUE DE LA PLAGE.

ARRÊTE

Article 1 - Alignement – L'alignement du domaine public routier 30 bis AVENUE DE LA PLAGE est défini par les limites cadastrales.

Article 2 - Objet de la déclaration – Le présent arrêté a uniquement pour but de déclarer les limites du domaine public routier, et ne vaut pas titre de propriété pour les parcelles privées adjacentes.

Il demeure valable tant que les circonstances sur lesquelles il est fondé n'ont pas été modifiées.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 - Formalités d'urbanisme – Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 - Validité – Le présent arrêté est valable pendant un an à compter de la date de signature, sauf en cas de modification des lieux rendant obligatoirement nécessaire une nouvelle demande d'alignement.

Fait à La Tranche-sur-Mer, le 19/04/2022

Pour le Maire,
1er Adjoint Par délégation du Maire, En charge de
l'Urbanisme,
Jacques GAUTIER

DIFFUSION :

Maitre Aurélien MAINGUENAUD

ANNEXE :

Plan de situation

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.